

# danger potentiel

Nous nous étonnons de voir l'Occident, parfaitement homogène malgré les naturelles divergences humaines, imposer des recettes de gouvernance alors que de tout temps, il a créé — et crée encore — des monarques et des présidents, les a imposés et soutenus, empêchant par là, l'expression et l'exercice politiques libres. Ce qui comptait, naguère encore, c'était le bénéfice escompté d'accords économiques et commerciaux juteux, conclus en l'absence d'opposition politique crédible.

Il est efficace parce qu'il agit, il a des politiques, des stratégies, des visions géopolitiques élaborées, concertées et approuvées par les citoyens. Dans la poursuite de ses objectifs, il a l'appui des institutions dont il s'est pourvu, l'OSCE, l'OTAN, l'AIE, etc.

Ne nous trompons pas, chacun défend ses intérêts mais qui défend les nôtres ? Les puissances étrangères nous observent et nous jugent à l'aune de leurs propres intérêts. Pour ce qui est de l'Algérie, trois facteurs essentiels retiennent l'attention de nos partenaires étrangers : la position stratégique en Afrique et en Méditerranée, les intérêts commerciaux, avec les réserves de change de 200 milliards de dollars US, et les ressources en hydrocarbures pour approvisionner

notre responsabilité politique c'est d'incarner l'idéal et non de laisser se dégrader l'image de la nation.

Les clignotants de l'actualité qui s'affolent nous obligent à trouver les solutions les plus urgentes et les plus pérennes pour éviter à notre pays de s'enfoncer davantage dans la régression sociale.

L'Algérie rêvée par nos aînés qui ont consenti le sacrifice suprême pour libérer le pays des griffes du colonialisme peut-elle continuer de s'offrir le luxe de laisser impunis les prédateurs d'une économie promise à un autre destin, un destin national matrice et porteur d'espoir ? La corruption gangrène plus que jamais la société, et l'impunité l'enracine dans les mœurs, l'encroûtement engourdit les esprits, la démagogie gèle tout effort de réflexion, l'intérêt personnel et celui de clans l'emportent sur l'intérêt général et du pays.

L'ampleur des dégâts se révèle sous nos yeux, corroborée par des remous sociaux de plus en plus exacerbés. Ne sous-estimons aucun danger potentiel. La menace rôde autour de nos têtes... La paix sociale est volatile. L'achat des consciences n'est pas la solution. Plutôt la mobilisation autour d'une gouvernance juste, attractive car émanation d'institutions crédibles, légitimée par le choix libre

**Enfin sommes-nous condamnés à rester prisonniers de l'idéologie populiste de «one two three viva l'Algérie». Et d'abord, de quelle Algérie s'agit-il ? De celle qui dépendrait du résultat d'une compétition sportive ?**

notamment les marchés européens. D'où aussi l'urgence d'une véritable politique de transition énergétique indépendante à vision lointaine, au lieu de messages d'apaisement conjoncturels basés sur une exploitation hypothétique d'hydrocarbures non conventionnels. D'abord une meilleure logique économique, historique, culturelle pour faciliter l'intégration maghrébine.

Une mise à plat institutionnelle entre les 5 pays du Maghreb (Maroc, Mauritanie Algérie, Tunisie, Libye) est nécessaire, mais est-elle réalisable ? Il s'agit du préalable de la démocratie, socle commun indispensable pour construire un processus d'intégration. Une solution juste et équitable de l'avenir du Sahara occidental est une autre épineuse condition pour entrevoir les prémices d'une intégration politique et économique. L'Afrique que beaucoup d'acteurs politiques considèrent comme un continent en devenir est déjà disputée aussi bien par les pays du Maghreb, séparément, que par l'Asie et l'Occident.

Sans unité maghrébine, quelle chance avons-nous devant les puissances économiques déjà sur le terrain, Chine en tête ? Enfin sommes-nous condamnés à rester prisonniers de l'idéologie populiste de «one two three viva l'Algérie». Et d'abord, de quelle Algérie s'agit-il ? De celle qui dépendrait du résultat d'une compétition sportive ? Ou de celle interpellée dans son existence au sein d'un monde en perpétuelle ébullition, où le faible est la proie du plus fort ? De l'Algérie pensée, rêvée par nos aînés qui ont payé de leurs vies la libération du pays ou s'agit-il de l'Algérie du conteneur, de la précarité, de la soumission aux nouveaux barons du pouvoir de l'argent... ? Il ne s'agit pas ici de critiquer pour critiquer, mais d'attirer l'attention sur l'essentiel car

et réellement démocratique de la Nation. Le danger d'une atteinte à notre socle identitaire, à notre devenir historique dépend en grande partie des moyens retenus par notre pays pour le doter d'instruments efficaces afin que son entrée dans le siècle des innovations le met à l'abri du statut des peuples «globalisés» face à la coalition des puissants qui rythment le monde au gré de leurs intérêts exclusifs. Toutes ces dernières années j'ai eu le temps d'observer le temps.

Le temps de notre pays, celui de notre peuple. Celui du temps présent et de ses bouleversements parfois dramatiques, le temps d'une jeunesse innombrable angoissée, désabusée mais encore disponible. Celui d'une économie en perpétuelle désintégration, celui d'une citoyenneté en éternelle décrépitude. Celui de nos institutions devenues désuètes, archaïques et archaisantes, celui de la pulvérisation de nos valeurs de fraternité, de solidarité, d'urbanité qui avaient cimenté par le passé les règles de notre vie.

Que cette célébration de la date de notre renaissance en tant qu'Etat moderne nous donne l'occasion de valoriser le message d'un ancêtre, Jugurtha, qui a donné le meilleur de sa personne pour faire renaître celui de ses aïeux, message dont la matrice a inspiré les militants de Novembre. N'est-il pas temps d'une réflexion collective profonde et d'un courage civique partagé pour traduire les espérances de notre peuple en une formule nouvelle, dynamique et performante qui réponde à l'intérêt de notre collectivité nationale et qui permette son ancrage dans la réalité du monde d'aujourd'hui, un monde qui avance mais qu'il est possible encore d'arracher une place ?

K. Y.

## 60<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

# Eté-automne 1954, l'Algérie, trois départements tranquilles

Par Hassane Zerrouky

Ce 1<sup>er</sup> novembre 1954, par un temps gris et pluvieux, en présence d'une foule enthousiaste essentiellement européenne «où l'élégance était reine» selon *L'Echo d'Alger*, était inauguré à El-Biar le cynodrome d'Alger. Cette foule joyeuse, insouciant, ne saura que le lendemain en ouvrant les journaux — *Le Journal d'Alger*, *L'Echo d'Alger*, la *Dépêche quotidienne d'Algérie* et *Alger républicain* avant son interdiction — que des actes «terroristes» avaient été commis par une organisation inconnue, «le FLN», sur le territoire algérien. C'est qu'en cette année 1954, dans l'Alger colonial et le reste des villes coloniales du pays, les Français d'Algérie, les pieds-noirs, vivaient des jours tranquilles, empreints de sérénité, dans un pays qu'ils estimaient être aussi le leur. Depuis le 8 mai 1945, rien de significatif n'était venu troubler cette tranquille insouciance coloniale, ni la défaite de Dien Bien Phu le 7 mai 1954 ni les «événements» de Tunisie et du Maroc.

En cette fin de printemps et ce début de l'été 1954, dans ces trois départements français qu'était l'Algérie, il régnait une ambiance festive. Le 14 juillet, moment exceptionnel pour les Français d'Algérie, outre les commémorations militaires, des bals étaient donnés partout, en plus de ceux organisés chaque dimanche dans la plupart des quartiers européens d'Alger, au Val Fleury, à Bab el Oued, au square Montpensier, à Belcourt, El Harrach. Les soirées d'été, la fête battait son plein sur le littoral algérois dans les banlieues à dominante européenne où des stars de la chanson française se produisaient. On dansait tous les soirs au Casino de la corniche à Raïs Hamidou où défilaient des artistes du music-hall parisien. Le bois de Boulogne (Mouradia), la forêt de Baïnem, Bouchaoui étaient des lieux de pique nique pour le petit peuple pied-noir. Des «miss» étaient élues, comme Miss Alger, une certaine Arlette Feira, 18 ans, le 15 juin.

Les terrasses des cafés — le Milk-Bar, l'Otomatic, la Brasserie des facultés ou la Cafétéria — des beaux quartiers des ex-rues d'Isly et Michelet, interdites de facto aux Algériens où les belles et les gominés français de la colonie aimaient à se montrer, étaient bondées. Les cinémas du centre-ville — Le Colysée, l'Empire, le Paris, Le Versailles, le Casino, le Club ou le tout nouveau cinéma le Français — projetaient les mêmes films qu'à Paris, souvent en présence des réalisateurs et acteurs. Les «musulmans» allaient au cinéma Dounyazad, rue Abane Ramdane, où on projetait des films arabes, disposant de loges pour les familles, ou dans les cinémas Nedjma et Odéon à la Casbah. Dans les ex-rues Geydon et Chanzy, les boîtes de nuit attiraient, outre la clientèle pied-noir fortunée, les marins étrangers de passage à Alger. Au Casino, rue d'Isly — il existe encore — des Européens mais aussi des «Arabes», les seuls, caïds, bachaghas et notables corrompus, se pressaient autour des tables de jeux. Et dans les grands magasins du centre-ville — les Galeries de France, annexe des Galeries Lafayette, ex-rue d'Isly — une nombreuse clientèle se pressait autour des produits venant de Paris. Ailleurs étaient organisés des défilés de mode, des activités sportives (course à la voile dans la baie d'Alger, traversée à la nage du port).

Sur certaines plages comme la Madrague, aucun Algérien ne s'aventurait, non parce qu'elles étaient formelle-

ment interdites aux «musulmans», mais parce que dans cette société où deux mondes se côtoyaient sans se mélanger, dans cette société cloisonnée sans passerelles sociales ni ethniques, les choses étaient ainsi : chacun chez soi.

A Oran, ville au cachet fortement espagnol, où se produisaient les meilleurs toréadors espagnols dans les arènes de la ville, et où chaque année avait lieu le carnaval espagnol, à Bel Abbès où en cet automne 1954 on jouait «la belle de Cadix» au théâtre municipal, à Annaba et Skikda, il en était de même qu'à Alger, Boufarik, Fort de l'Eau, partout régnait cette ambiance bon enfant entre pieds-noirs, auxquels se mêlaient quelques rares «Arabes». Le plus surprenant dans les documentaires de l'époque, c'est d'entendre ces voix off utilisant les termes «algérois», «oranais», «bônois» qui désignaient uniquement les Européens : les autres, ombres furtives traversant la rue, étaient des «Arabes», comme s'ils étaient étrangers à leurs propres villes, à leur propre pays...

En cette rentrée d'automne, à deux mois du déclenchement de la guerre de libération nationale, à la brasserie La Coupole, rue Amar Bencheikh (ex-rue de Gueydon), rendez-vous des supporters européens du Gallia Sports d'Alger, le club de foot pied-noir, on commentait le match nul contre le Mouloudia d'Alger de Hahad et Zitouni. Cette fin d'été 1954, c'était aussi la fête des vendanges, puis, le 1<sup>er</sup> octobre, la rentrée des classes : sur les 36 684 élèves de l'enseignement secondaire (collèges et lycées) il n'y avait que 7 132 «musulmans».

Nul pressentiment donc de ce qu'il allait arriver. C'est à peine si le 9 septembre, le tremblement de terre d'Orléansville (Chlef aujourd'hui), qui fit plus de 1 500 morts, allait perturber cette quiétude coloniale. «Je peux vous dire M. le Ministre que l'Algérie est calme et le restera», déclarait Raymond Laquière, président de l'Assemblée algérienne, au ministre de l'Intérieur François Mitterrand en visite ce 19 octobre 1954 en Algérie. Laquière, dit «Raymond la haine», patron d'un brûlot antisémite *La Presse libre* sous le régime de Vichy, qui se voyait président d'une Algérie française indépendante, ne pensait pas si bien dire.

Les révoltes populaires du 8 Mai 1945 écrasées dans un bain de sang semblaient bien loin. Et puis ne s'étaient-elles pas déroulées loin des riches plaines viticoles et maraîchères du nord de l'Algérie ? L'OS, cette antichambre du FLN, n'avait-elle pas été démantelée en 1950 ? Et ce n'était pas la misère crasse de ces millions d'Algériens, ou l'analphabétisme touchant plus de 85% des «musulmans» qui allait conduire tout ou partie de la société coloniale à prendre conscience des dures conditions d'existence matérielle sur fond de ségrégation socio-raciale dans lesquelles vivait la quasi-majorité des Algériens.

Oui, en cet automne 1954, dans l'imagerie coloniale, l'Algérie, c'était trois départements tranquilles. Or, c'était bien à l'ombre de ce semblant de normalité coloniale s'écoulant comme un fleuve tranquille, sur fond d'implosion du MTLD en deux tendances rivales, que de jeunes activistes du parti, conduits par Mustapha Ben Boulaïd et Mohamed Boudiaf, préparaient en cet été 1954 le déclenchement de la lutte armée.

H. Z.